

Pascal Montavon

Docteur en droit

Abrégé de droit civil

Art. 1^{er} à 640 CC/LPart

Avec la collaboration de Michael Montavon,
Bachelor en droit, pour la protection de l'adulte

Titre préliminaire du CC

Personnes physiques

Associations

Fondations

Fondations de prévoyance
professionnelle

Mariage, divorce

Régimes matrimoniaux

Filiation

Protection de l'adulte

Successions

Partenariat enregistré

3^e édition

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	V
SOMMAIRE	VII
TABLE DES MATIERES	XI
BIBLIOGRAPHIE	XLIX
ABREVIATIONS	LUI

PARTIE I : STRUCTURE, HISTORIQUE ET PRINCIPES GENERAUX DU DROIT CIVIL

§ 1.	LE DROIT, L'EQUITE, LA JUSTICE ; REFLEXIONS ET REPERES INTRODUCTIFS	3
I.	UNE APPROCHE DU DROIT	3
1.	<i>Jus est ars aequi el boni</i>	3
2.	Justice commutative et distributive	4
3.	La notion de droit comme ordre juridique ou droit objectif	5
4.	Les droits subjectifs	5
5.	Principes généraux applicables à l'exercice des droits subjectifs	6
6.	La loi	7
7.	La coutume	7
II.	LE DROIT PRIVE SUISSE	7
1.	Le droit romain et les droits nationaux	7
2.	Le droit privé suisse hier et aujourd'hui	8
§ 2.	LE DROIT CIVIL SUISSE	11
I.	NOTION	11
II.	LE SYSTEME SUISSE	11
III.	L'HISTORIQUE DU CODE CIVIL (CC/CO)	12
1.	Pluralités de législations cantonales (XIX ^{ème} siècle)	12
2.	L'unification du droit civil (1912)	12
3.	L'unification du droit des obligations (1912)	13
4.	La révision du droit commercial (1937 / 1950)	13
5.	L'évolution actuelle du droit civil	14
§ 3.	LE TITRE PRELIMINAIRE DU CODE CIVIL	15
	Art. 1-9 CC	
I.	INTRODUCTION	15
II.	L'APPLICATION DE LA LOI	15
1.	Principes	15
2.	L'analyse et l'application de la règle de droit	16
3.	La lettre et l'esprit de la loi	17
4.	L'interprétation de la loi	17
5.	La question des lacunes proprement dites et improprement dites	19
6.	Le pouvoir d'appréciation du juge	20
7.	Le recours à la doctrine et à la jurisprudence	21

III.	LES REGLES DE LA BONNE FOI ET L'ABUS DE DROIT	22
1.	En général	22
2.	Le devoir d'agir de bonne foi	22
3.	L'abus de droit	23
4.	Le principe de présomption de bonne foi	25
IV.	LES RAPPORTS ENTRE LE DROIT FEDERAL ET LE DROIT CANTONAL	26
1.	Le principe de la compétence de la Confédération en matière civile..	26
2.	Compétences en matière de droit civil réservées aux cantons	27
3.	Principe de la force dérogatoire du droit fédéral	28
V.	L'APPLICATION DES DISPOSITIONS GENERALES DU CO AUX AUTRES MATIERES DU DROIT CIVIL	28
1.	De l'application des règles du CO aux matières du CC	28
2.	De l'application des règles du CO aux autres matières du droit	29
VI.	LES REGLES DE PREUVE	29
1.	Généralités	29
2.	Le fardeau de la preuve	30
3.	Les présomptions de l'homme et les présomptions légales	31
3.1.	La présomption de l'homme	31
3.2.	La présomption légale	31
4.	Les fictions	32
5.	Les registres publics et les titres authentiques	32
5.1.	Principes	32
5.2.	Etendue des faits prouvés et force probante	32
5.3.	De la preuve de l'inexactitude d'un titre public	33
§ 4.	L'APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS	35
	Titre final CC	
I.	GENERALITES	35
II.	PRINCIPES DE BASE DE DROIT TRANSITOIRE	35
1.	Généralités	35
2.	L'application de l'ancien droit	36
3.	L'application du droit nouveau	36
4.	L'application mixte	35
III.	PROBLEMES POSES PAR L'ABROGATION DE TEXTES LEGISLATIFS	37
1.	Généralités	37
2.	La loi plus récente déroge en principe à la plus ancienne	38
3.	La loi spéciale récente déroge en principe à la loi générale plus ancienne mais non en principe l'inverse	38
4.	La loi de rang supérieur déroge en principe à la loi de rang inférieur.	39
	<u>PARTIE II : LES PERSONNES PHYSIQUES</u>	
§ 5.	LA PERSONNE, SUJET DE DROITS ET D'OBLIGATIONS	43
	Art. 11-26 et 29-49 CC	

I.	GENERALITES	43
1.	Les personnes	43
2.	Personnes et choses	43
II.	LA JOUISSANCE DES DROITS CIVILS (CAPACITE CIVILE PASSIVE)	44
1.	Principe	44
2.	Exceptions	44
3.	Entités juridiques au bénéfice de la capacité civile passive ou d'une quasi-capacité civile passive	45
III.	L'EXERCICE DES DROITS CIVILS (CAPACITE CIVILE ACTIVE)	45
1.	Principe	45
2.	Les conditions de la capacité civile active	49
2.1.	La capacité de discernement	49
2.2.	La majorité	50
2.3.	Ne pas faire l'objet d'une mesure de curatelle de portée générale	50
3.	Restrictions induites d'une mesure de curatelle autre que de portée générale	51
3.1.	Principes	51
3.2.	La curatelle de représentation ordinaire	52
3.3.	La curatelle de représentation pour la gestion du patrimoine	52
3.4.	La curatelle de coopération	52
3.5.	La curatelle combinée	52
IV.	LA SITUATION DES PERSONNES INCAPABLES DE DISCERNEMENT, DES MINEURS ET DES PERSONNES SOUS CURATELLE DE PORTEE GENERALE	52
1.	Principes	52
2.	Les personnes incapables de discernement	53
3.	Les mineurs et personnes sous curatelle de portée générale capables de discernement	53
3.1.	Principes	53
3.2.	La capacité conditionnelle	54
3.2.1.	Le système	54
3.2.2.	Situation juridique des affaires pendantes	55
3.3.	La capacité inconditionnelle	55
3.3.1.	Le système	55
3.3.2.	S'agissant d'actes purement gratuits	56
3.3.3.	S'agissant d'actes illicites	56
3.4.	Les capacités civiles spéciales du mineur	57
3.5.	Les capacités civiles spéciales de la personne capable de discernement sous curatelle de portée générale	57
4.	De l'exercice des droits strictement personnels	58
5.	De la capacité civile active des personnes morales	59
V.	LA REPRESENTATION	59
1.	Notion	59
2.	La représentation légale	59
3.	La représentation volontaire	60

VI.	LA PARENTE ET L'ALLIANCE	61
1.	La parenté	61
2.	L'alliance	62
3.	Les proches	63
VII.	LE DROIT DE CITE ET LE DOMICILE	63
1.	Le droit de cité / l'origine	63
2.	Le domicile	63
2.1.	Principes	63
2.2.	Le domicile volontaire	64
2.3.	Les domiciles antérieurs par défaut et fictifs	64
2.4.	Les domiciles légaux	65
VIII.	LA PROTECTION DE LA PERSONNE (renvoi § 6)	65
IX.	LE NOM, SA PROTECTION, LE DROIT AU CHANGEMENT DE NOM	65
1.	Généralités	65
2.	Acquisition originaire ou par adoption du nom	66
3.	De l'acquisition d'un nouveau nom par mariage ou partenariat	66
4.	Le droit au changement de nom	67
5.	La protection du nom	68
X.	LE COMMENCEMENT ET LA FIN DE LA PERSONNALITE	68
1.	Commencement et fin de la personnalité	68
1.1.	De la naissance accomplie de l'enfant	68
1.2.	De l'enfant à naître	69
1.3.	De la mort	69
1.4.	Des preuves de la vie et de la mort	70
2.	La déclaration d'absence	70
3.	Les effets juridiques de la mort	71
XI.	LES ACTES DE L'ETAT CIVIL	71
1.	Généralités	71
2.	Notion et organisation de l'état civil	72
3.	Les registres	72
4.	Force probante des enregistrements	73
§ 6.	LA PROTECTION DE LA PERSONNE	75
	Art. 27-281 CC	
I.	GENERALITES	75
II.	LA PROTECTION DE LA PERSONNE CONTRE ELLE-MEME	75
1.	Principes	75
2.	Les limites de la liberté personnelle	76
III.	LA PROTECTION DE LA PERSONNE CONTRE DES ATTEINTES DE TIERS	77
1.	Généralités	77
2.	Les droits de la personne protégés	77
3.	Les motifs écartant l'illicéité de l'atteinte	78

Table des matières

3.1.	Le consentement à une certaine limitation de sa sphère privée, à la publicité de son image, à une relative atteinte à son intégrité	78
3.2.	L'existence d'un intérêt prépondérant privé ou public	79
3.3.	La loi	79
4.	Les actions défensives des droits de la personnalité	80
4.1.	Les conditions communes aux trois actions défensives	80
4.2.	L'action en prévention de l'atteinte	81
4.3.	L'action en cessation de l'atteinte	81
4.4.	L'action en constatation du caractère illicite de l'atteinte si le trouble subsiste	82
5.	Les demandes en rectification et communication du jugement	82
6.	Les actions réparatrices	82
6.1.	L'action en dommages-intérêts	82
6.2.	L'action en réparation du tort moral	83
6.3.	L'action en remise du gain	84
7.	Mesures provisionnelles et for des actions	84
IV.	LA PROTECTION CONTRE DES ATTEINTES PAR LE BIAIS DE MEDIAS A CARACTERE PERIODIQUE	85
1.	Principes	85
2.	Modalités du droit de réponse	86
V.	LA PROTECTION CONTRE DES ATTEINTES LORS DU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES	87
1.	En général	87
2.	Principes applicables aux fichiers	88
3.	Principes de la protection dans le secteur privé	89
4.	Principes de la protection dans le secteur public	90
5.	Les moyens de droit des personnes concernées ou lésées	90
VI.	LA PROTECTION DU DROIT A L'IMAGE	91
1.	Généralités	91
2.	Définition de l'image et nature du droit	91
3.	Titularité du droit	92
4.	La protection du droit à l'image	92
VII.	LES DROITS DU PATIENT FACE A LA MEDECINE	93
1.	Généralités	93
2.	Les droits du patient	93
3.	Le droit à l'information et à la confidentialité du dossier médical	94
4.	Relation thérapeutique et responsabilité juridique	96
PARTIE III : LES PERSONNES MORALES DU CODE CIVIL		
§ 7.	LES DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX PERSONNES MORALES DU CC ET DU CO	99
	Art. 52-59 CC	
I.	GENERALITES	99
II.	LES DISPOSITIONS GENERALES	99
1.	Généralités	99
2.	Les espèces de personnes morales	101
3.	L'acquisition de la personnalité morale	101

3.1.	Principe	101
3.2.	Conditions et modalités ordinaires	102
4.	La jouissance des droits civils	102
5.	L'exercice des droits civils	103
5.1.	Principe	103
5.2.	Notion d'organe	103
5.3.	Incidence de la notion d'organe en droit de la responsabilité	104
5.4.	Responsabilité personnelle pour les actes illicites commis par les organes	105
5.5.	Indépendance de la personne morale en regard de ses fondateurs	105
6.	Le siège ou domicile	105
7.	La dissolution et liquidation de la personne morale	106
7.1.	En général	106
7.2.	La dissolution et liquidation pour cause de but illicite ou contraire aux mœurs	107
8.	Champ d'application des art. 51 à 58 CC	107
§8.	L'ASSOCIATION	109
	Art. 60-79 CC	
I.	GENERALITES	109
1.	Notion	109
1.1.	Définition	109
1.2.	Eléments caractéristiques	109
1.3.	Similitudes avec la société coopérative	110
1.4.	Fédération d'association	110
2.	Nature du but social	110
2.1.	Caractère et limitation	110
2.2.	Incidence de la limitation du but idéal	111
3.	Organisation et statuts	111
4.	La liberté d'association	111
5.	Hiérarchie des normes applicables en droit de l'association	112
II.	CONSTITUTION	112
1.	Modalités et éléments constitutifs	112
2.	Les statuts	113
2.1.	Généralités	113
2.2.	Autonomie de l'association	114
2.3.	Le nom	114
2.4.	Le but	114
2.5.	Les ressources	114
2.6.	L'organisation	115
2.7.	Le siège	116
3.	L'inscription au RC	116
3.1.	Principe	116
3.2.	De l'industrie exercée en la forme commerciale nécessitant une inscription au RC	118
4.	Devoirs du préposé au RC	119
5.	Responsabilité des membres fondateurs	119
6.	Situation des pseudo-associations indûment inscrites au RC	120
7.	Association ayant un but illicite ou contraire aux mœurs	120

III.	ORGANISATION	120
A.	L'ASSEMBLEE GENERALE	120
1.	Notion et composition	120
2.	Compétences	120
2.1.	Compétences inaliénables	121
2.2.	Compétences pouvant être aliénées	122
3.	Convocation	122
3.1.	Principe	122
3.2.	Modalités	123
4.	Modes de décisions et majorités	124
4.1.	Formes	124
4.2.	Principe des droits égaux des membres	124
4.2.1.	Principe, admission de droits pluraux	124
4.2.2.	Droit de représentation	125
4.2.3.	Droits des mineurs et personnes sous curatelle de portée générale capables de discernement	125
4.3.	Principe des décisions prises à la majorité des voix des membres présents pourvus d'un droit de vote	125
4.3.1.	Principe	125
4.3.2.	Majorités absolues et relatives	126
4.3.3.	Majorités qualifiées	126
4.4.	Privation du droit de vote	126
4.5.	Voix prépondérante du président	127
5.	Institution de la consultation des membres par correspondance	127
6.	L'adhésion unanime par écrit à une proposition	127
7.	Procès-verbal des assemblées générales, votations par correspondance et adhésions par écrit à des propositions	128
B.	LA DIRECTION	128
1.	Notion, composition	128
2.	Attributions	129
3.	Statut juridique des membres de la direction	129
4.	Décisions	130
5.	Représentation	130
6.	Livres comptables, comptabilité simple / commerciale	131
7.	Responsabilité des membres de la direction	131
C.	L'ORGANE DE REVISION	132
1.	Principes	132
2.	Modalité des contrôles ordinaire et restreint	132
3.	Désignation de l'organe de révision	133
D.	AUTRES ORGANES	133
IV.	CARENCE DANS L'ORGANISATION	134
1.	Principe	134
2.	Compétence du juge saisi	134
3.	Prise en charge des coûts des mesures décidées	135
V.	L'ACQUISITION ET PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE	135
1.	L'acquisition de la qualité de membre	135
2.	De l'aliénabilité et de la transmissibilité de la qualité de sociétaire....	136
3.	La sortie de l'association par démission, décès ou avènement d'une condition résolutoire	136

3.1.	Principe et délai	136
3.2.	Effets quant aux cotisations de membre	137
4.	L'exclusion de l'association	137
4.1.	Motifs statutaires et justes motifs d'exclusion	137
4.2.	Compétence décisionnelle	137
4.3.	Démission consécutive à une procédure d'exclusion	138
5.	Les effets de la sortie et de l'exclusion	138
VI.	LES DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES	138
1.	Les droits des membres	138
1.1.	Les droits sociaux	139
1.2.	Les droits économiques d'usage	139
1.3.	Les droits de protection du but social de l'association	139
2.	Les obligations des membres	139
2.1.	Les obligations sociales	139
2.2.	Les obligations patrimoniales	140
2.2.1.	Les cotisations des membres	140
2.2.2.	Les versements supplémentaires, les responsabilités personnelles	141
VII.	LA PROTECTION DU BUT SOCIAL	141
1.	De la réalisation du but social	141
2.	La protection des droits des membres à la réalisation du but social et à l'esprit de l'association	142
VII.	LA PROTECTION DES DROITS DES SOCIETAIRES	142
1.	Principes	142
2.	Capacité pour agir et défendre	142
3.	Délai d'action	143
4.	Tribunal compétent	144
5.	Nature de l'action	144
6.	Décisions nulles de plein droit	144
7.	Décisions hors le champ d'application de l'art. 75 CC	144
8.	Le droit de recourir à un arbitrage prévu par les statuts	145
IX.	RESPONSABILITE	145
1.	Principe de non responsabilité patrimoniale des sociétaires	145
2.	Modalités de responsabilité patrimoniale des sociétaires	145
3.	Responsabilité de la direction	146
X.	LA FIN DE L'ASSOCIATION	146
1.	La dissolution par décision de l'assemblée générale	146
1.1.	Principe	146
1.2.	Motifs statutaires	147
1.3.	Effets de la dissolution	147
1.4.	Révocation de la décision de dissolution / de la constatation du cas statutaire de dissolution	147
2.	La dissolution de par la loi	148
2.1.	Pour cause d'insolvabilité	148
2.2.	Pour cause de direction inexistante et ne pouvant être constituée	148
2.3.	De l'entrée en liquidation	148
3.	La dissolution par jugement pour cause de but illicite ou contraire aux mœurs :	149
4.	La liquidation et radiation	149
4.1.	Principes	149
4.2.	Allocation des actifs	150

4.3.	En cas de dissolution pour cause de faillite	150
4.4.	Radiation de l'association inscrite au RC	150
XI.	LES OPERATIONS DE FUSION, TRANSFORMATION ET TRANSFERTS DE PATRIMOINE SELON LA LFUS	151
1.	Champ d'application de la LFus	151
2.	Structure de la LFus	151
3.	Associations et LFus	151
3.1.	Fusions	152
3.2.	Scissions	152
3.3.	Transformations	152
3.4.	Transferts de patrimoine	152
4.	Modalités, contrôle, annulabilité, responsabilité quant aux opérations	152
XII.	EXEMPLE D'ACTE CONSTITUTIF ET DE STATUTS	153
§9.	LA FONDATION	159
	Art. 80-89a CC	
I.	GENERALITES	159
1.	Notion	159
1.1.	Définition	159
1.2.	Distinction avec le trust de droit anglo-saxon	160
1.3.	Caractéristiques	160
2.	Droit applicable	160
3.	Distinctions au sein des fondations	160
3.1.	Distinction selon le régime de droit public / privé	160
3.2.	Distinction dans le cadre du droit privé	161
4.	L'individualisation d'une masse de biens affectés à un but spécial....	164
4.1.	Du but en général	164
4.2.	Du but commercial accessoire / principal	164
5.	Des biens affectés à la fondation	165
6.	Institutions de défense et promotion des fondations	165
II.	CONSTITUTION	166
1.	Principes et éléments constitutifs	166
1.1.	Principes	166
1.2.	Modalités	166
1.3.	Capacité d'ériger une fondation	167
1.4.	Personne morale fondatrice	167
2.	Inscription au RC et acquisition de la personnalité	167
2.1.	Modalités d'inscription	167
2.2.	Contenu de l'inscription au RC	168
2.3.	Des relations avec l'autorité de surveillance compétente	169
3.	Exercice des droits civils	169
4.	Nom et siège	169
5.	Droits de tiers lésés par la constitution d'une fondation	170
6.	Nullité de la fondation, effet guérisseur limité dans le temps	170
III.	ORGANISATION	171
1.	Généralités	171
2.	De l'organisation statutaire et réglementaire	171
3.	Tenue des comptes	171
4.	Les organes	172

Table des matières

4.1.	Le conseil de fondation, la direction	172
4.1.1.	Composition	172
4.1.2.	Fonctions	173
4.1.3.	Responsabilité	173
4.1.4.	Indemnisation	174
4.2.	Le comité consultatif et les autres comités	175
4.3.	L'organe de révision	175
4.3.1.	Principe	175
4.3.2.	De la dispense de désigner un organe de révision	175
4.3.3.	Obligation de l'organe de révision envers l'autorité de surveillance..	176
5.	Les destinataires et bénéficiaires	177
6.	De l'importance des règlements d'administration et de placements...	177
IV.	CARENCE DANS L'ORGANISATION DE LA FONDATION	178
1.	Principes	178
2.	Transfert de biens à une autre fondation	178
3.	Révocation d'une personne nommée par l'autorité de surveillance ...	178
V.	SURVEILLANCE	179
1.	Principes	179
2.	Autorités de surveillance	179
2.1.	Autorité fédérale	179
2.2.	Autorités cantonales et régionales	180
3.	Tâches de l'autorité de surveillance	180
3.1.	En général	180
3.2.	Appréciation des placements de fortune	180
3.3.	Etendue de la surveillance	180
4.	Principes applicables aux interventions de l'autorité de surveillance.	181
4.1.	Principes généraux	181
4.2.	Principes constitutionnels	182
4.3.	Responsabilité de l'autorité de surveillance	182
5.	Dénonciations et plaintes à l'autorité de surveillance	182
5.1.	Dénonciations	182
5.2.	Plaintes	183
6.	Conférence des autorités cantonales de surveillance des fondations..	183
VI.	MESURES EN CAS DE SURENDETTEMENT ET D'INSOLVABILITE	183
1.	Devoir de l'organe suprême de la fondation	183
2.	Remise du bilan intermédiaire à l'autorité de surveillance	184
3.	Mise en place de mesures de redressement	184
4.	Application par analogie des dispositions sur l'ouverture ou l'ajournement de la faillite	184
4.1.	De l'ouverture de la faillite	184
4.1.1.	Principe	184
4.1.2.	Conditions formelle et matérielle	185
4.1.3.	Ouverture de la faillite par procédure sommaire	185
4.2.	De l'ajournement de la faillite	185
4.2.1.	Principe	185
4.2.2.	Les conditions	186
4.2.3.	La décision du juge	186
4.2.4.	La publication de l'ajournement de la faillite	187
4.2.5.	Les effets de l'ajournement de la faillite	187
4.2.6.	Durée et fin de l'ajournement de la faillite	188

VII.	MODIFICATION DE L'ORGANISATION ET DU BUT	189
1.	Généralités	189
2.	Modification de l'organisation	189
3.	Modification du but	189
3.1.	Modification initiée par l'autorité de surveillance ou l'organe suprême de la fondation	190
3.2.	Modification initiée par le fondateur ou résultant d'une disposition pour cause de mort	190
3.3.	De l'application des dispositions sur la modification du but aux fondations constituées avant le 1 ^{er} janvier 2006	191
4.	Modifications accessoires de l'acte de fondation	191
VIII.	DISSOLUTION ET RADIATION	192
1.	Dissolution par l'autorité compétente	192
2.	Requête et action en dissolution	192
3.	Liquidation, cas échéant, et radiation de l'inscription	193
IX.	LES FONDATIONS DE FAMILLE ET ECCLESIASTIQUES	193
1.	Les fondations de famille	193
2.	Les fondations ecclésiastiques	194
3.	Les fondations de nature mixte	195
X.	DES FONDS RECUEILLIS LAISSÉS SANS AFFECTATION	195
1.	Fonds recueillis publiquement laissés sans affectation	195
2.	Autorité compétente	196
XI.	LES OPERATIONS DE FUSION ET DE TRANSFERT DE PATIMOINE SELON LA LFUS	196
1.	Généralités	196
2.	Fusion et transfert de patrimoine de fondations	196
2.1.	Généralités	196
2.2.	La fusion de fondations	119
2.3.	Le transfert de patrimoine	198
XII.	EXEMPLES D'ACTE CONSTITUTIF ET DE REGLEMENT	199
§10.	LES FONDATIONS DE PREVOYANCE PROFESSIONNELLE (Art. 80-89a CC/LPP)	207
I.	GENERALITES	207
1.	Des entités incontournables de l'économie	207
2.	Un cadre législatif très dense	207
3.	Axes de présentations	208
II.	BASE DE LA PREVOYANCE PROFESSIONNELLE	208
1.	Prévoyance selon la LPP et régimes pré- et sur-obligatoire	208
1. I.	Cadre historique et législatif.	208
1.2.	Part obligatoire et parts pré-/sur-obligatoires	209
1.3.	Systèmes de primauté de cotisations et de primauté de prestations....	210
2.	Les réformes et révisions de la LPP	211
2.1.	Les révisions d'avant la 1 ^{ère} grande révision de 2004	211
2.2.	La 1 ^{ère} grande révision de la LPP	212
2.3.	La révision liée au partenariat enregistré	212

Table des matières

2.4.	Les révisions de réforme structurelle et sur le financement des institutions de prévoyance de droit public	213
III.	FORMES JURIDIQUES DES INSTITUTIONS DE PREVOYANCE	213
1.	Généralités	213
1.1.	Formes juridiques des institutions	213
1.2.	Rapport d'affiliation de l'employeur à l'institution	214
1.3.	Caractère enregistré ou non de l'institution sur le registre de la prévoyance professionnelle	214
2.	Les fondations autonomes	214
3.	Les fondations semi-autonomes	214
4.	Les fondations collectives	215
5.	Les fondations communes	215
6.	Les fondations de libre passage	215
7.	Les fondations de placement	215
8.	Les institutions de droit public	216
IV.	FONDS DE PREVOYANCE PATRONAUX	216
1.	Les fonds de bienfaisance	216
2.	Les fondations de financement	216
V.	L'INSTITUTION SUPPLETIVE ET LE FONDS DE GARANTIE	217
1.	L'institution supplétive	217
1.1.	Tâches	217
1.2.	Affiliation volontaire rétroactive et d'office rétroactive	218
1.3.	Affiliation d'office rétroactive qualifiée avec pénalité supplémentaire	218
2.	Le fonds de garantie	218
VI.	DROIT APPLICABLE AUX FONDATIONS DE PREVOYANCE ET AUX FONDS PATRONAUX	219
1.	Droit privé et législation de la prévoyance professionnelle	219
2.	Législation fiscale	221
VII.	CONSTITUTION DES FONDATIONS DE PREVOYANCE	222
1.	Principe de constitution selon les modalités ordinaires	222
2.	Enregistrement des institutions pratiquant le régime LPP obligatoire	223
VIII.	ORGANISATION DES FONDATIONS DE PREVOYANCE	223
1.	Les organes	223
1.1.	La direction	223
1.2.	L'organe de révision	225
2.	L'expert en matière de prévoyance professionnelle	226
3.	Les dispositions d'organisation des fondations de prévoyance imposées par la LPP	226
IX.	FINANCEMENT	227
1.	Principes	227
2.	Les cotisations	228
3.	Le taux de couverture	229
4.	Découvert et mesures d'assainissement	230
X.	PLACEMENT DE LA FORTUNE	231
1.	En général	231
2.	Placement chez l'employeur	232

XI.	RESPONSABILITE DES PERSONNES CHARGEES DE L'ADMINISTRATION ET DU CONTRÔLE	233
1.	Principes	233
2.	En général	233
3.	En situation d'assainissement	234
4.	Nature juridique de la responsabilité	234
5.	Qualité pour agir et pour défendre	235
6.	Solidarité des organes	235
7.	Prescription	236
XII.	LA LIQUIDATION PARTIELLE ET TOTALE	236
1.	Généralités	236
1.1.	Problématique de la liquidation partielle induite de situations de changement important au sein de l'entreprise affectant le personnel..	237
1.2.	Transfert de patrimoine et d'une part des fonds libres, le cas échéant prise en compte de découverts techniques	237
1.3.	Déterminations comptables des fonds libres ou d'éventuels découverts techniques	238
1.4.	Distinction du plan de répartition d'avec un plan social	239
2.	La liquidation partielle	240
2.1.	Principes	240
2.1.1.	La réduction considérable du personnel	240
2.1.2.	La restructuration de l'entreprise	242
2.1.3.	La résiliation d'un contrat d'affiliation	242
2.2.	Le règlement de liquidation partielle	243
2.3.	De l'approbation du règlement de liquidation partielle par l'autorité de surveillance	243
2.4.	Protection des assurés par l'autorité de surveillance et les instances judiciaires	244
3.	La liquidation totale des institutions de prévoyance	245
XIII.	LA SURVEILLANCE DES FONDATIONS DE PREVOYANCE	245
1.	Principes	245
2.	Tâches des autorités de surveillance	246
3.	Haute surveillance	247
XIV.	LA PROTECTION DES ASSURES ET DESTINATAIRES CONFEREE PAR LA LPP	248
1.	Contestations relevant des tribunaux cantonaux	248
2.	Contestations relevant du Tribunal administratif fédéral	248
XV.	LA PROTECTION DES DONNEES ET L'ENTRAIDE ADMINISTRATIVE	249
XVI.	LES OPERATIONS DE FUSION ET DE TRANSFERT DE PATRIMOINE SELON LA LFUS	249
1.	Généralités	249
2.	Fusion	249
3.	Transformation	250
4.	Transfert de patrimoine	250

PARTIE IV : LE MARIAGE ET LE DIVORCE

§ 11.	LE MARIAGE	253
	Art. 90-103 CC	
I.	GENERALITES	253
1.	Notions et distinctions	253
2.	Réglementation	253
II.	LE CONCUBINAGE	254
1.	Notion	254
2.	Droit applicable aux concubins	254
3.	Fin du concubinage	256
III.	LES FIANÇAILLES	256
1.	Le contrat de fiançailles	256
2.	Les effets du contrat de fiançailles	256
3.	La rupture des fiançailles	257
3.1.	Restitution des présents de valeurs	257
3.2.	Participation et réparations financières	257
3.3.	Prescription	257
IV.	LES CONDITIONS REQUISES POUR CONTRACTER MARIAGE ET LES EMPECHEMENTS	258
1.	Principe	258
2.	Les conditions	258
2.1.	L'âge	258
2.2.	Le discernement	258
3.	Les empêchements	258
3.1.	Parenté et alliance	258
3.2.	Mariage antérieur	259
V.	LA PROCEDURE DE MARIAGE	259
1.	La procédure préparatoire	259
2.	La célébration du mariage	260
§ 12.	LA DISSOLUTION DU MARIAGE HORS PROCEDURE DE DIVORCE	261
	Art. 104-110 CC	
I.	GENERALITES	261
II.	LES CAS DE DISSOLUTION HORS PROCEDURE DE DIVORCE	261
1.	Le décès et la déclaration d'absence	261
2.	L'annulation du mariage	261
2.1.	Le mariage inexistant	262
2.2.	Les causes absolues de nullité	262
2.3.	Les causes relatives de nullité	263
III.	LES EFFETS DE L'ANNULATION	263
1.	En général ;	263
2.	Les effets quant au régime matrimonial	264

3.	Les effets quant à la situation personnelle des ex-conjoints et des enfants	264
4.	Les effets quant à un éventuel <i>nasciturus</i>	264
§13.	LE DIVORCE	265
	Art. 111-116 et 135-149 CC	
I.	INTRODUCTION	265
1.	Un droit qui se doit d'être proche de la réalité	265
2.	Institutions complémentaires	266
II.	LES CONDITIONS DU DIVORCE	266
1.	Généralités	266
2.	Le divorce sur requête commune	266
2.1.	Accord complet des époux	267
2.1.1.	Modalités	267
2.1.2.	De la convention sur les effets accessoires entre époux	267
2.1.3.	De la convention relativement aux enfants	268
2.2.	Accord partiel des époux	268
2.3.	Remplacement d'une requête commune par une requête unilatérale..	268
3.	Le divorce sur demande unilatérale	269
3.1.	Après suspension de la vie commune	269
3.2.	En cas de motifs sérieux non imputables au demandeur rendant la continuation du mariage intolérable	269
III.	ELEMENTS DE PROCEDURE	270
1.	Généralités	270
2.	For, compétence, litispendance	270
3.	Suspension de la vie commune, mesures provisoires	270
3.1.	En général	270
3.2.	De l'entretien de la famille	271
3.3.	Nature des mesures provisionnelles	271
4.	Ratification de la convention sur les effets accessoires du divorce	271
4.1.	Principe	272
4.2.	Partage de la prévoyance professionnelle	272
4.3.	Contributions d'entretien	273
5.	Sort des enfants	273
6.	Décision et appel	273
7.	Modification	274
§14.	LES EFFETS DU DIVORCE	275
	Art. 119-134 CC	
I.	LES EFFETS PERSONNELS DU DIVORCE	275
1.	Sur le plan du droit civil	275
2.	Sur le plan des assurances sociales	275
2.1.	AVS/AI	275
2.1.1.	Splitting des revenus et bonifications pour tâches éducatives et d'assistance	275
2.1.2.	Cotisations des personnes divorcées	276
2.1.3.	Droit à la rente de veuf/veuve des personnes divorcées	276
2.2.	Assurance-accidents	277
2.3.	Prévoyance professionnelle	277

II.	LES EFFETS PATRIMONIAUX DU DIVORCE	277
1.	Liquidation du régime matrimonial, droit des successions	277
2.	L'attribution du logement de la famille	278
3.	Le partage des avoirs de la prévoyance professionnelle constitués durant le mariage	279
3.1.	Principes	279
3.1.1.	Si aucun cas de prévoyance n'a déjà eu lieu	280
3.1.2.	Si un cas de prévoyance a déjà eu lieu	280
3.2.	Modalités du partage en cas de prestations de sortie et rachats d'années	281
4.	L'entretien du conjoint après le divorce	282
4.1.	La fixation de la contribution équitable	282
4.1.1.	Les éléments à prendre en considération	282
4.1.2.	Point de départ, durée, forme et conditions	283
4.1.3.	Indexation	284
4.2.	La modification par le juge	284
4.3.	L'extinction	285
4.4.	L'exécution de la contribution alimentaire	285
5.	Les contributions d'entretien pour les enfants	286
5.1.	Principe	286
5.2.	La détermination de la contribution d'entretien	287
5.2.1.	Principe	287
5.2.2.	Paramètres	287
5.2.3.	Modification de la contribution d'entretien	288
III.	L'ATTRIBUTION ET L'EXERCICE DE L'AUTORITE PARENTALE	289
1.	Généralités	289
2.	L'autorité parentale conjointe	290
3.	L'attribution de l'autorité parentale à l'un des conjoints	290
4.	L'adaptation des mesures aux faits nouveaux	290
§15.	LA SEPARATION DE CORPS	291
	Art. 117-118 CC	
I.	GENERALITES	291
1.	Notion	291
2.	Distinction	291
3.	Demande	291
II.	LES EFFETS	292
1.	Les effets personnels de la séparation de corps	292
2.	Les effets patrimoniaux de la séparation de corps	292
3.	Les conséquences relativement aux enfants	292
 PARTIE V : LES EFFETS DU MARIAGE ET LES REGIMES MATRIMONIAUX		
§16.	LES EFFETS GENERAUX DU MARIAGE	295
	Art. 159-170 CC	
I.	INTRODUCTION	295
II.	LES EFFETS GENERAUX DE CARACTERE PERSONNEL	295
1.	Les droits et devoirs réciproques des conjoints	295
2.	Le nom des conjoints	296

3.	Le droit de cité	296
4.	La demeure commune	296
5.	Les actes juridiques entre les époux et avec des tiers	297
6.	Des actes de poursuite	297
7.	Profession et entreprise des époux	298
8.	Le logement de la famille	298
9.	Le devoir de renseigner	298
III.	LES EFFETS GENERAUX DE CARACTERE PATRIMONIAL	299
1.	Généralités	299
2.	L'entretien de la famille	299
3.	Le montant à libre disposition de l'époux se vouant aux enfants et au ménage	300
4.	La contribution extraordinaire d'un époux	300
IV.	LA REPRESENTATION DE L'UNION CONJUGALE	301
1.	La représentation ordinaire	301
2.	La représentation extraordinaire	301
3.	La position des tiers dans la représentation de l'union conjugale	302
4.	La responsabilité pour les dettes	302
§ 17.	LA PROTECTION DE L'UNION CONJUGALE	303
	Art. 171-180 CC	
I.	LES OFFICES DE CONSULTATION	303
1.	Principes	303
2.	Buts des offices	303
II.	LES MESURES JUDICIAIRES	303
1.	Principes	303
2.	Le rôle du juge	304
3.	La tentative de conciliation	304
4.	L'échec de la conciliation et les mesures judiciaires	304
5.	Les mesures judiciaires pendant la vie commune	305
5.1.	Les contributions pécuniaires pour l'entretien de la famille fixées par le juge	305
5.2.	Le retrait du pouvoir de représenter l'union conjugale	305
6.	Les mesures judiciaires en cas de suspension de la vie commune	306
6.1.	La suspension de la vie commune	306
6.2.	La séparation de biens	306
6.3.	Les mesures concernant les enfants	306
7.	Les mesures judiciaires pouvant être prises tant pendant la vie commune qu'en cas de suspension de celle-ci	307
7.1.	L'avis aux débiteurs	307
7.2.	Les restrictions du pouvoir de disposer	307
8.	Faits nouveaux	307
9.	For des mesures de protection	308
§ 18.	LES DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REGIMES MATRIMONIAUX	309
	Art. 181-195a CC	
I.	LE REGIME ORDINAIRE	309
1.	Généralités	309

2.	Principe	309
II.	LES REGIMES CONVENTIONNELS	309
1.	Choix des régimes conventionnels	309
2.	Modification des régimes dans les cadres légaux	310
3.	Observation des principes généraux applicables aux contrats	310
4.	Aspect de droit international privé : l'élection de droit	310
5.	Capacité des parties et modalités	310
6.	Les effets d'un régime conventionnel	311
III.	LE REGIME EXTRAORDINAIRE	311
1.	Principes	311
2.	L'instauration de la séparation de biens pour justes motifs à la demande d'un époux	312
3.	L'instauration de plein droit de la séparation de biens en cas de séparation de corps	313
4.	L'instauration de la séparation de biens en cas d'exécution forcée contre un époux dont le couple est soumis à un régime de communauté de biens	313
4.1.	La séparation de biens légale en cas de faillite	313
4.2.	La séparation de biens judiciaire en cas de poursuite par voie de saisie	314
5.	La liquidation du régime antérieur	314
IV.	LA PROTECTION DES CREANCIERS EN CAS D'ADOPTION OU DE MODIFICATION D'UN REGIME MATRIMONIAL OU DE LIQUIDATION ENTRE EPOUX	315
1.	Principe	315
2.	Le maintien de la garantie existante et l'obligation personnelle de l'époux attributaire	315
V.	LE FOR DES ACTIONS EN LIQUIDATION DU REGIME MATRIMONIAL	316
VI.	L'ADMINISTRATION DES BIENS D'UN EPOUX PAR L'AUTRE	316
1.	Mandat de gestion	316
2.	Règlement de dettes	317
VII.	L'INVENTAIRE	317
1.	Principe	317
2.	Effets de l'inventaire	317
§ 19.	LE REGIME ORDINAIRE DE LA PARTICIPATION AUX ACQUETS. Art. 196-220 CC	319
I.	GENERALITES	319
II.	LA COMPOSITION DES BIENS	319
1.	Les quatre masses de biens	319
2.	Les acquêts	320
2.1.	Notion	320
2.2.	Le produit du travail	320
2.3.	Les sommes versées par des institutions de prévoyance en faveur du personnel ou par des institutions d'assurance ou de prévoyance sociale	321

Table des matières

2.3.1.	Les prestations de prévoyance professionnelle	321
2.3.2.	Les prestations des assurances sociales	322
2.3.3.	Les prestations sociales des institutions d'assistance et d'aide sociale	322
2.4.	Les dommages-intérêts dus à raison d'une incapacité de travail	
2.5.	Les revenus des biens propres	322
2.6.	Les biens acquis en remploi des acquêts	323
2.7.	Autres acquêts	324
3.	Les biens propres	324
3.1.	Les biens propres légaux	324
3.1.1.	Les effets affectés exclusivement à l'usage personnel	324
3.1.2.	Les biens appartenant à un époux au début du régime ou qui lui échoient ensuite par succession ou à quelque autre titre gratuit	325
3.1.3.	Les créances en réparation d'un tort moral	325
3.1.4.	Les biens acquis en remploi des biens propres	325
3.1.4.1.	Notion	325
3.1.4.2.	Les subrogations imparfaites	326
3.2.	Les biens propres conventionnels	327
3.2.1.	Les biens d'acquêts affectés à l'exercice d'une profession ou d'une entreprise	327
3.2.2.	La convention de biens propres réservés	328
4.	Propriété et preuve de la qualité de biens propres ou d'acquêt	328
5.	L'administration, la jouissance et la libre disposition des biens propres et des acquêts	328
5.1.	L'administration et la jouissance des biens propres et des acquêts	329
5.2.	La libre disposition des biens propres et des acquêts	329
5.2.1.	Les dispositions d'ordre général	329
5.2.2.	Les dispositions propres au régime de la participation aux acquêts ...	330
III.	LES DETTES DES EPOUX	330
1.	Les dettes envers les tiers	330
2.	Les dettes entre époux	331
3.	La répartition des dettes du point de vue interne	332
3.1.	Entre les époux	332
3.2.	Entre les masses de biens d'un époux	332
3.2.1.	Les dettes à la charge des biens propres	332
3.2.2.	Les dettes à la charge des acquêts	333
3.2.3.	Les dettes à la charge des propres ou des acquêts	333
IV.	LA DISSOLUTION ET LA LIQUIDATION DU REGIME DE LA PARTICIPATION AUX ACQUETS	334
A.	GENERALITES	334
B.	LE MOMENT ET LES CAUSES DE LA DISSOLUTION	335
1.	Principe	335
2.	Sort des rapports juridiques accessoires	335
C.	DISSOCIATION DES PATRIMOINES, REPRISE DES BIENS ET DETERMINATION DES DETTES (1 ^{ère} phase)	336
1.	La dissociation des patrimoines et la reprise par un époux des biens en possession de son conjoint	336
2.	La répartition des dettes entre les époux	336
3.	La détermination des créances comportant une part à la plus-value...	337
3.1.	Les conditions de la part à la plus-value	337
3.2.	Le calcul de la part à la plus-value	338

Table des matières

3.3.	Exigibilité de la créance variable et exécutabilité	340
3.4.	Exclusion de la participation à la plus-value	341
D.	DETERMINATION DES ACQUETS ET BIENS PROPRES DES EPOUX ET DU BENEFICE DE CHACUN D'EUX (2 ^{i, no} phase)	341
1.	Modalités	341
2.	Dissociation et détermination des acquêts et biens propres de chaque époux	341
2.1.	L'attribution des créances à plus-value entre les masses	342
2.2.	Le capital versé par une institution de prévoyance ou en raison de la perte de capacité de travail	342
2.3.	La détermination des dettes grevant les acquêts et biens propres des conjointes	343
3.	Les réunions aux acquêts	343
3.1.	Notion et principes	343
3.2.	Les libéralités de l'art. 208 al. 1 ch. 2 CC	344
3.3.	Les aliénations de l'art. 208 al. 1 ch. 2 CC	345
3.4.	Contestation, cognition du juge, prescription	345
3.5.	Relation avec les rapports et réunions de caractère successoral	345
4.	Les récompenses entre acquêts et biens propres	346
4.1.	Notion et principe	346
4.2.	La détermination de la créance de récompense	346
4.3.	Le calcul de la récompense	346
4.4.	Le cas particulier du paiement des intérêts par les acquêts d'une dette hypothécaire grevant un bien propre	347
E.	L'ETABLISSEMENT DU COMPTE D'ACQUETS DE CHAQUE EPOUX (3 ^{ème} phase)	347
1.	Principe	347
2.	Les actifs du compte d'acquêts	348
3.	Les passifs du compte d'acquêts	348
4.	Le bénéfice ou déficit final	348
F.	LES PARTICIPATIONS RECIPROQUES AU BENEFICE DE CHACUN DES CONJOINTS (4 ^{ème} phase)	348
1.	La répartition légale des bénéfices	348
2.	La répartition conventionnelle des bénéfices	349
3.	La créance de participation	349
V.	LE REGLEMENT DES CREANCES ENTRE EPOUX APRES LA LIQUIDATION DU REGIME	350
1.	Généralités	350
2.	Exigibilité, prescription, compensation, sursis au paiement	351
3.	Le droit du conjoint survivant à l'attribution ou à l'utilisation du logement et du mobilier de ménage	351
3.1.	Le droit de demander l'usufruit, un droit d'habitation, la propriété du mobilier de ménage	351
3.2.	Le droit subsidiaire à l'attribution en propriété	352
4.	Les actions contre les tiers qui ont bénéficié de biens sujets à réunion	352
§ 20.	LE REGIME CONVENTIONNEL DE LA COMMUNAUTE DE BIENS. Art. 221-246 CC	355
I.	GENERALITES	355

II.	LA COMPOSITION DES BIENS	355
1.	Les masses de biens	355
2.	La communauté de biens universelle	355
3.	Les communautés de biens réduites	355
3.1.	La communauté de biens réduite aux acquêts	356
3.2.	Les autres communautés de biens réduites	356
4.	Les biens propres	356
5.	Remplois et récompenses dans la communauté de biens	357
III.	GESTION, DISPOSITION ET JOUISSANCE DES BIENS COMMUNS	357
1.	Généralités	357
2.	L'administration ordinaire	357
3.	L'administration extraordinaire	358
3.1.	Principe	358
3.2.	Le consentement du conjoint	358
3.3.	La position des tiers	358
4.	Profession ou entreprise financée par les biens communs	359
5.	Répudiation et acquisition de succession	359
6.	Responsabilité de l'époux gérant pour la gestion des biens communs et attribution des charges y relatives	359
IV.	GESTION, DISPOSITION ET JOUISSANCE DES BIENS PROPRES	360
1.	Généralités	360
2.	Restrictions du pouvoir de disposer	360
V.	LES DETTES DES EPOUX ENVERS LES TIERS	360
1.	Les dettes générales	360
2.	Les dettes propres	361
3.	La poursuite exercée contre des époux communs en biens	362
VI.	LES DETTES ENTRE EPOUX	362
1.	Le traitement des dettes entre époux	362
2.	L'attribution des dettes aux biens propres et aux biens communs	362
VII.	LA DISSOLUTION ET LA LIQUIDATION DU REGIME DE LA COMMUNAUTE DE BIENS	363
1.	Le moment de la dissolution du régime	363
2.	La liquidation du régime	363
2.1.	Première phase : la reprise de ses biens propres par chaque époux....	363
2.1.1.	Les actifs des biens propres	363
2.1.2.	Les passifs des biens propres	363
2.2.	Deuxième phase : la détermination de la part de chaque époux aux biens communs	364
2.3.	Troisième phase : mode et procédure de partage des biens communs	365
§21.	LE REGIME DE LA SEPARATION DE BIENS	367
	Art. 247-251 CC	
I.	GENERALITES	367
II.	LE REGIME	367
1.	La composition des biens	367
2.	L'administration, la jouissance, et la disposition des biens	368
3.	Les dettes envers les tiers	368

4.	Les dettes entre les époux	368
5.	L'entrée en vigueur du régime	368
6.	La dissolution et liquidation du régime	369
III.	DE LA QUESTION DE L'ADOPTION DU REGIME DE LA SEPARATION DE BIENS POUR LE MOTIF DE L'EXERCICE D'UNE ACTIVITE INDEPENDANTE	369
 PARTIE VI : LA FILIATION 		
§ 22.	L'ETABLISSEMENT DE LA FILIATION	373
	Art. 252-263 CC	
I.	GENERALITES	373
1.	Notion et principes généraux	373
2.	Principe de l'établissement de la filiation	374
3.	Constatation et contestation de la filiation	374
II.	LA FILIATION MATERNELLE	375
1.	Principe	375
2.	Enregistrement de la filiation	375
III.	LA FILIATION PATERNELLE	375
1.'	Généralités	375
2.	La présomption de paternité	375
3.	L'action en désaveu de paternité	376
3.1.	Qualité pour agir et défendre	376
3.2.	Délais pour agir	376
3.3.	Effets du jugement	377
3.4.	Incidence du mariage des parents	377
IV.	LA RECONNAISSANCE ET SA CONTESTATION	377
1.	La reconnaissance de paternité	377
1.1.	Modalités	377
1.2.	Les effets de la reconnaissance	378
2.	La contestation de la reconnaissance	378
2.1.	Qualités pour agir et défendre	378
2.2.	Objet de l'action	379
2.3.	Délais pour agir	379
2.4.	Les effets du jugement constatant la non-paternité	379
V.	L'ACTION EN PATERNITE	380
1.	Notion	380
2.	Qualité pour agir et défendre	380
3.	L'action introduite par l'enfant	380
3.1.	Modalités	380
3.2.	Délais	381
4.	L'action introduite par la mère	381
4.1.	Modalités	381
4.2.	Délais	381
5.	Les moyens de preuve	381
6.	Les effets du jugement de paternité	382

VI.	DROIT DE L'ENFANT ISSU D'UNE PROCREATION MEDICALE- MENT ASSISTEE DE CONNAITRE SON ASCENDANCE	382
1.	Principe	382
2.	Informations transmises	382
3.	Modalités	382
§23.	LA FILIATION PAR ADOPTION	385
	Art. 264-269c CC	
I.	GENERALITES	385
1.	Notion et droit applicable	385
2.	Importance de l'institution	385
II.	L'ADOPTION DE MINEURS	385
1.	Principe	385
2.	L'adoption de l'enfant mineur par les conjoints	386
3.	L'adoption de l'enfant mineur par une personne seule	386
4.	Les conditions à remplir par l'enfant et son consentement à l'adoption	387
5.	Le consentement à l'adoption des parents naturels	387
III.	L'ADOPTION DE MAJEURS	388
1.	Principe	388
2.	Particularités	388
IV.	LES EFFETS DE L'ADOPTION	389
1.	En général	389
2.	Enregistrement	389
V.	PROCEDURE ET PLACEMENT D'ENFANTS EN VUE DE L'ADOPTION	390
1.	Principe	390
2.	Surveillance	390
VI.	ACTION EN ANNULATION DE L'ADOPTION	390
1.	Conditions et motifs, qualité pour agir et défendre	390
2.	Délais pour agir	390
3.	Effet du jugement d'annulation	390
VII.	PARTICULARITES DE L'ADOPTION INTERNATIONALE	391
1.	Distinctions	391
2.	Droit conventionnel international	392
VII.	DROIT DE L'ENFANT ADOPTE DE CONNAITRE SES PARENTS BIOLOGIQUES	392
1.	Principe	392
2.	Informations transmises	392
3.	Modalités	392
§ 24.	LES EFFETS DE LA FILIATION	393
	Art. 270-327 CC	
I.	GENERALITES	393

II.	LA COMMUNAUTE ENTRE LES PERE ET MERE ET L'ENFANT	393
A.	LE NOM DES ENFANTS	393
1.	L'enfant de parents mariés	393
2.	L'enfant de parents non mariés	394
3.	L'enfant adopté	394
4.	L'enfant qui a fait l'objet d'un désaveu de filiation	394
B.	LE DROIT DE CITE	395
1.	Notion	395
2.	L'enfant de parents mariés	395
3.	L'enfant de parents non mariés	395
4.	L'enfant adopté	396
5.	L'enfant qui a fait l'objet d'un désaveu de filiation	396
6.	L'enfant trouvé	396
C.	LES DEVOIRS RECIPROQUES	396
1.	Principe	396
2.	Concrétisations légales	397
D.	LES RELATIONS PERSONNELLES	397
1.	Les relations des père et mère avec l'enfant	397
2.	Les relations avec des tiers	398
E.	LE DEVOIR D'INFORMATION ET DE RENSEIGNEMENTS	398
III.	L'OBLIGATION D'ENTRETIEN DES PERE ET MERE	398
1.	Principe et objet	398
2.	Durée	399
3.	Débiteurs de la créance d'entretien	400
4.	L'action en prestation de l'entretien	400
4.1.	Qualités pour agir et aspects de procédure	400
4.2.	Etendue de la contribution d'entretien	401
4.3.	Modification de la contribution d'entretien	401
4.4.	Convention concernant l'obligation d'entretien	402
4.5.	Païement des contributions d'entretien	402
4.6.	Parents nourriciers	403
4.7.	Droits de la mère non mariée	403
IV.	L'AUTORITE PARENTALE	403
1.	Principes	403
2.	Titulaires de l'autorité parentale en cas de décès d'un parent et en cas de divorce et autres procédures matrimoniales	404
2.1.	En cas de décès d'un parent	404
2.2.	En cas de divorce et autres procédures matrimoniales	405
3.	De la reconnaissance et du jugement de paternité	405
3.1.	Déclaration commune des parents	405
3.2.	Décision de l'autorité de protection de l'enfant	405
3.3.	Action en paternité	406
3.4.	Faits nouveaux	406
4.	De la situation des beaux-parents et des parents	406
5.	Contenu de l'autorité parentale	407
5.1.	Généralités	407
5.2.	Détermination du domicile, de la résidence	407

Table des matières

5.3.	Choix du prénom	408
5.4.	Détermination du lieu de résidence et modalité de changement	408
5.5.	Education générale et éducation religieuse	408
6.	Représentation de l'enfant	409
6.1.	A l'égard des tiers	409
6.1.1.	Principes	409
6.1.2.	Capacité et responsabilité personnelle de l'enfant	410
6.2.	A l'égard de la famille	410
7.	Protection de l'enfant sous autorité parentale	411
7.1.	Mesures protectrices, curatelle	411
7.2.	Retrait du droit de garde ou de l'autorité parentale	411
7.3.	Procédure	412
V.	LA PROTECTION DES BIENS DE L'ENFANT	412
1.	Généralités	412
2.	Administration des biens de l'enfant	412
3.	Utilisation et prélèvement des biens	413
4.	'Biens libérés de l'administration des père et mère	413
5.	Mesures protectrices et retrait de l'administration	413
6.	Fin de l'administration et responsabilité	414
VI.	LA TUTELLE DES MINEURS	414
1.	Principes	414
2.	Exercice des fonctions	414
3.	Fin de la tutelle	414
PARTIE VII : DE LA FAMILLE		
§25.	LA COMMUNAUTE FAMILIALE	417
	Art. 328-334bis CC	
I.	GENERALITES	417
II.	LA DETTE ALIMENTAIRE	417
1.	Principe	417
2.	Demande d'aliments	418
3.	Pratique des recours à l'obligation d'entretien	419
III.	L'AUTORITE DOMESTIQUE	419
1.	Principe et effets	419
2.	Responsabilité du chef de famille	420
2.1.	Principe	420
2.2.	Le chef de famille au sens de l'art. 333 CC	421
2.3.	Moyen libératoire de la responsabilité	421
2.4.	Situation en cas de responsabilité du chef de famille non engagée	421
3.	Le droit au Lidlohn	422
3.1.	Principe	422
3.2.	Réclamation de l'indemnité	422
§26.	LES BIENS DE FAMILLE	423
	Art. 335-348 CC	
I.	GENERALITES	423

II.	LES FONDATIONS DE FAMILLE	423
1.	Notion	423
2.	Constitution	424
3.	Réglementation	424,
III.	L'INDIVISION	424
1.	Généralités	424
2.	Constitution	425
3.	Effets de l'indivision	425
4.	Fin de l'indivision	426
5.	Le cas particulier des indivisions en participation	426
 PARTIE VIII : LA PROTECTION DE L'ADULTE 		
§27.	GENERALITES, PRINCIPES, DROIT TRANSITOIRE	429
	Art. 360-456 CC	
I.	INTRODUCTION	429
1.	Fondement général du droit de protection de l'adulte	429
2.	Fondements casuels de mesures de protection	429
3.	Esprit de la réglementation	430
II.	OBJECTIFS ET NOUVEAUTES DU NOUVEAU DROIT	430
1.	Les objectifs du nouveau droit	430
2.	De quelques nouveautés instituées par la révision du droit de protection de l'adulte	433
III.	DROIT TRANSITOIRE	435
1.	Principe d'applicabilité immédiate du nouveau droit	435
2.	De l'interdiction et de l'autorité parentale prolongée	436
3.	Des autres mesures, notamment des curatelles	436
4.	Des mesures de privation de liberté à des fins d'assistance	436
§28.	ORGANISATION, REGLES DE PROCEDURE. RESPONSABILITE...	437
	Art. 440-456 CC	
I.	GENERALITES	437
II.	LES ORGANES DE LA PROTECTION DE L'ADULTE	437
1.	Le curateur	437
2.	L'autorité de protection de l'adulte	439
2.1.	Nature et composition	439
2.2.	Compétence matérielle	439
2.2.1.	Dans le cadre des mesures personnelles anticipées	440
2.2.2.	Dans le cadre des mesures appliquées de plein droit	440
2.2.3.	Dans le cadre de la prise en charge d'une personne devenue incapable de discernement par une institution médico-sociale	441
2.2.4.	Dans le cadre des mesures de curatelle	441
2.2.5.	Dans le cadre du placement à des fins d'assistance	443
2.3.	Compétence territoriale	443
3.	L'autorité de surveillance	444
3.1.	Nature et composition	444

3.2.	Compétences matérielles	444
4.	L'instance judiciaire de recours	444
III.	PRINCIPES FONDAMENTAUX DE PROCEDURE EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ADULTE	445
1.	Généralités	445
2.	Procédure devant l'autorité de protection de l'adulte	445
3.	Procédure devant l'instance judiciaire de recours	447
IV.	LA RESPONSABILITE DES ORGANES DE LA PROTECTION DE L'ADULTE ET DES AUTRES INTERVENANTS	448
1.	Généralités	448
2.	Champ d'application et conditions de la responsabilité des organes de la protection de l'adulte	449
3.	Responsabilité des autres intervenants	450
§29.	LES MESURES PERSONNELLES ANTICIPEES	451
	Art. 360-373 CC	
I.	GENERALITES	451
II.	LE MANDAT POUR CAUSE D'INAPTITUDE	451
1.	Notion et objet	451
2.	Constitution du mandat pour cause d'incapacité	452
3.	Constatation de la validité du mandat par l'autorité de protection de l'adulte et détermination de son étendue	453
4.	Exécution du mandat	454
5.	Révocation et fin du mandat	455
5.1.	Révocation par le mandant	455
5.2.	Résiliation par le mandataire	455
5.3.	Retrait des pouvoirs du mandataire par l'autorité de protection	455
5.4.	Extinction de plein droit en cas de recouvrement de la capacité de discernement	456
6.	Effets de droit civil de l'exercice d'un mandat pour cause d'incapacité	456
III.	LES DIRECTIVES ANTICIPEES	457
1.	Notion et objet	457
1.1.	Des directives en tant que telles	457
1.2.	De la désignation d'un représentant thérapeutique	457
2.	Constitution des directives anticipées	457
2.1.	Conditions formelles	458
2.2.	Conditions matérielles	458
3.	Publication des directives anticipées	459
4.	Révocation des directives anticipées par leur auteur et renonciation par le représentant thérapeutique	459
5.	Mise en œuvre des directives anticipées adoptées par le patient	460
IV.	INTERVENTION DE L'AUTORITE DE PROTECTION	461
1.	Intervention de protection du patient	461
2.	Intervention d'orientation en faveur du patient	462
§ 30.	LES MESURES APPLIQUEES DE PLEIN DROIT	463
	Art. 374-381 CC	

I.	GENERALITES	463
II.	LA REPRESENTATION PAR LE CONJOINT OU LE PARTENAIRE ENREGISTRE	463
1.	Notion et objet	463
2.	Etendue et exercice du pouvoir de représentation	464
3.	Intervention de l'autorité de protection de l'adulte	465
III.	LA REPRESENTATION DANS LE DOMAINE MEDICAL	465
1.	Notion et champ d'application	465
2.	Objet et pouvoir de représentation	465
3.	Mise en place d'un plan de traitement	466
4.	Qualité de représentant de la personne incapable de discernement dans le domaine médical	467
5.	Intervention de l'autorité de protection de l'adulte	468
§31.	LA RESIDENCE EN INSTITUTIONS DE PERSONNES INCAPABLES DE DISCERNEMENT	469
	Art. 382-387 CC	
I.	GENERALITES	469
II.	CONTRATS D'ASSISTANCE	469
1.	Exigence d'ordre d'un contrat	469
2.	Représentation de la personne concernée au contrat	469
III.	MESURES LIMITANT LA LIBERTE DE MOUVEMENT DU RESIDENT	470
1.	Principes	470
2.	Conditions d'adoption des mesures de contention	471
3.	Protocole et devoir d'information	471
4.	Contrôle des mesures de contention	472
IV.	PROTECTION DE LA PERSONNALITE DU RESIDENT	472
1.	Du bien-être au quotidien	472
2.	Libre choix du médecin	472
V.	SURVEILLANCE DES INSTITUTIONS	473
§32.	LES CURATELLES	475
	Art. 388-425 CC	
L	GENERALITES	475
II.	INSTITUTION D'UNE CURATELLE	476
1.	Compétence	476
2.	Conditions matérielles de la curatelle	476
3.	Institution d'office ou sur requête de la personne elle-même ou d'un tiers	477
4.	Détermination des tâches dans le cadre de la curatelle	478
5.	Renonciation à une curatelle	478
6.	Effets de l'instauration d'une mesure à l'égard des tiers	479
III.	TYPES DE CURATELLE	479
1.	Curatelle d'accompagnement	480

2.	Curatelle de représentation	480
3.	Curatelle de gestion du patrimoine	481
4.	Curatelle de coopération	483
5.	Curatelle combinée	484
6.	Curatelle de portée générale	484
IV.	LE CURATEUR	485
1.	Nomination	485
2.	Détermination des tâches à accomplir par le curateur	486
3.	Rémunération	486
V.	DE L'EXERCICE DE LA CURATELLE	487
1.	Relations entre la personne concernée et le curateur	487
2.	Devoir de diligence et confidentialité du curateur et actes prohibés...	488
3.	Règles particulières s'appliquant à la gestion du patrimoine de la personne sous curatelle	489
3.1.	Inventaire des biens sous gestion	489
3.2.	Gestion des biens	489
3.3.	Etablissement des comptes	490
4.	Rapport d'activité	490
5.	Fin de l'exercice d'un mandat de curatelle	491
5.1.	Fin temporelle	491
5.2.	Obligations du curateur en fin de mandat	492
VI.	CONCOURS DE L'AUTORITE DE PROTECTION DE L'ADULTE	493
1.	En général	493
2.	Examen des comptes et des rapports	493
3.	Consentement de l'autorité de protection de l'adulte	494
3.1.	Curatelles concernées	494
3.2.	Liste (non exhaustive) des actes soumis au consentement	494
4.	Exception au consentement requis	495
5.	Situation des actes imparfaits	495
6.	Intervention de l'autorité de protection de l'adulte	496
VII.	FIN ET REMPLACEMENT DE LA MESURE DE CURATELLE	496
1.	Fin d'une mesure de curatelle	496
1.1.	Motifs	496
1.2.	Mesure d'accompagnement	497
1.3.	Fin des pouvoirs du curateur	497
2.	Remplacement d'une mesure	497
§ 33.	LE PLACEMENT A DES FINS D'ASSISTANCE	499
	Art. 426 – 439 CC	
I.	NOTION ET OBJET DE LA MESURE	499
1.	Notion	499
2.	Nature subsidiaire de la mesure	499
3.	Incidence sur la capacité civile	500
II.	CONDITIONS MATERIELLES DU PLACEMENT A DES FINS D'ASSISTANCE	500
1.	Conditions du placement	500
2.	Un placement indépendant de la capacité de discernement	501

III.	MAINTIEN DE LA PERSONNE ENTREE DE SON PLEIN GRE	501
1.	Principe	501
2.	Validité dans le temps d'un maintien	501
3.	Contestation d'un maintien	501
IV.	PROCEDURE	502
1.	Placement ordonné par l'autorité de protection de l'adulte	502
2.	Placement ordonné par le médecin	502
2.1.	Compétence décisionnelle et durée du placement	503
2.2.	Garanties de procédure	503
3.	Libération de la personne concernée	503
4.	Examens périodiques	504
5.	Accompagnement à la sortie de l'institution	504
V.	PERSONNE DE CONFIANCE	505
1.	Statut juridique	505
2.	Mission	505
VI.	SOINS MEDICAUX	506
1.	Généralités	506
2.	Plan de traitement	506
3.	Traitement sans consentement	507
3.1.	Principe et conditions	507
3.2.	Contestations	507
4.	Cas d'urgence	508
VII.	MESURES DE CONTENTION	508
1.	Principe de mise en place	508
2.	Contestation	509
VIII.	ENTRETIEN DE SORTIE ET DETERMINATION DES MESURES EN CAS DE RECIDIVE	509

PARTIE IX : LES SUCCESSIONS

§ 34.	NOTIONS ET PRINCIPES GENERAUX DU DROIT DES SUCCESSIONS	513
	Art. 457 ss CC	
I.	GENERALITES	513
1.	Notions et droit applicable	513
2.	La capacité de succéder	514
2.1.	La vocation successorale	515
2.2.	La capacité successorale	515
II.	PRINCIPES FONDAMENTAUX DU DROIT DES SUCCESSIONS	516
1.	Succession universelle et responsabilité des héritiers	516
2.	La saisine	517
3.	L'unité de la succession	517
4.	L'héritier unique et la communauté héréditaire	517
5.	L'ouverture de la succession et ses principaux effets	518

§35. LES HERITIERS LEGAUX	519
Art. 457-466 CC	
I. GENERALITES	519
II. LE SYSTEME DES PARENTELES	519
1. Les parentèles, les lignes et les souches	519
2. Le principe de la hiérarchie des parentèles	520
3. La parentèle des descendants	521
4. La parentèle des père et mère	521
5. La parentèle des grands-parents	522
6. La demi-parenté	523
7. La double parenté	524
III. LES DROITS DU CONJOINT / PARTENAIRE ENREGISTRE SURVIVANT	525
1. Le principe	525
2. Les droits du conjoint / partenaire enregistré survivant en concours avec une parentèle	525
3. Droits successoraux et liquidation du régime matrimonial des conjoints :	526
4. Droits successoraux et liquidation du régime patrimonial des partenaires enregistrés	526
5. Situation du conjoint survivant divorcé, en cours de divorce	526
6. Situation du conjoint survivant dont le mariage a été annulé ou est en cours d'annulation	527
7. Situation de l'ex-partenaire enregistré survivant, du partenaire enre- gistré en cours de dissolution de partenariat ou dont le partenariat a été annulé	527
IV. LA DEVOLUTION SUBSIDIAIRE AU CANTON ET A LA COMMUNE	527
1. Le principe	527
2. Responsabilité de la corporation pour les dettes	527
§ 36. DE LA VOCATION TESTAMENTAIRE	529
Art. 467-536 CC	
I. GENERALITES	529
II. LA CAPACITE DE DISPOSER	529
1. En général	529
2. La capacité de tester par testament	530
3. La capacité de disposer par pacte successoral	530
4. Dispositions nulles	531
5. Correction des erreurs manifestes de dispositions testamentaires	532
III. DE LA QUOTITE DISPONIBLE ET DES RESERVES	532
1. Notions	532
1.1. La quotité disponible	532
1.2. Les réserves	532
2. Les différentes réserves	533
2.1. Principes	533
2.2. La réserve des descendants	533
2.3. La réserve des père et mère	534
2.4. La réserve du conjoint / partenaire enregistré survivant	534

2.5.	Tableau des parts successorales et des réserves	535
3.	Le privilège d'usufruit en faveur du conjoint survivant	535
3.1.	L'usufruit sur la part dévolue aux descendants communs	536
3.2.	L'usufruit en cas d'enfants communs et non communs	536
3.3.	Le remariage du conjoint survivant	537
3.4.	Modalité d'avantager le conjoint survivant	537
IV.	LE CALCUL DE LA QUOTITE DISPONIBLE	537
1.	Principe	537
2.	La détermination de l'actif brut y compris les rapports	538
3.	Les déductions	539
4.	Les réunions	539
4.1.	Notion	539
4.2.	L'objet des réunions	539
4.3.	Le cas particulier des assurances en cas de décès	539
V.	L'EXHEREDATION	541
1.	Notion	541
2.	L'exhéredation ordinaire	541
2.1.	Principe	541
2.2.	Les effets de l'exhéredation	542
2.3.	L'annulation ou réduction de l'exhéredation	543
2.3.1.	L'action en annulation	543
2.3.2.	L'action en réduction	543
3.	L'exhéredation d'un insolvable	543
3.1.	Principe	543
3.2.	Conditions matérielles	543
3.3.	Annulation	544
VI.	LES MODES DE DISPOSER DE LA SUCCESSION	544
A.	LES MODES PAR TESTAMENT	544
1.	En général	544
1.1.	Distinctions	544
1.2.	Rapport entre les successions légales et volontaires	545
1.3.	L'interprétation des dispositions testamentaires	545
1.4.	Les charges et conditions grevant les dispositions pour cause de mort	545
1.4.1.	La charge	546
1.4.2.	La condition	546
2.	L'institution d'héritier	546
3.	Le legs	547
3.1.	Notion	547
3.2.	L'objet du legs	547
3.3.	Les rapports entre legs et succession	548
4.	La substitution vulgaire	548
5.	La substitution fidéicommissaire	548
5.1.	Notion	548
5.2.	La position du grevé	549
5.3.	L'inventaire et les sûretés	549
5.4.	Prédéces du grevé et prédécès de l'appelé	549
6.	La fondation ou l'affectation de biens à une fondation	550
B.	LES DISPOSITIONS PROPRES AU PACTE SUCCESSORAL	550
1.	Généralités	550
2.	Le pacte d'attribution	551

Table des matières

2.1.	Notion	551
2.2.	Droit du disposant de disposer de ses biens de son vivant	551
2.3.	Droit du cocontractant au décès du disposant	551
3.	Le pacte de renonciation / abdicatif	552
3.1.	Notion	552
3.2.	La loyale échute	552
3.3.	La protection des héritiers réservataires	553
3.4.	La protection des créanciers du disposant	553
VII.	DE LA FORME DES DISPOSITIONS POUR CAUSE DE MORT	553
A.	GENERALITES	553
1.	Modalités	553
2.	Conservation des dispositions pour cause de mort	554
B.	LES TESTAMENTS	554
1.	Le testament public	554
2.	Le testament olographe	555
3.	Le testament oral	555
C.	REVOCATION ET SUPPRESSION DES TESTAMENTS	556
1.	Révocation et suppression par le disposant	556
2.	Suppression par cas fortuit ou par le fait d'un tiers	556
3.	Causes légales de caducité	556
D.	LE PACTE SUCCESSORAL	556
1.	Forme	556
2.	Résiliation et annulation	557
2.1.	La résiliation conventionnelle	557
2.2.	L'annulation unilatérale pour cause d'exhérédation	557
2.3.	La résolution pour cause d'inexécution	557
2.4.	Le prédécès de l'héritier ou du légataire	558
E.	DE L'EFFET SUR LES DISPOSITIONS POUR CAUSE DE MORT DE LA REDUCTION DE LA QUOTITE DISPONIBLE A LA SUITE DE SITUATIONS NOUVELLES	558
VIII.	LES EXECUTEURS TESTAMENTAIRES	558
1.	Principe et notion	558
2.	L'acceptation de la fonction et la rémunération	559
3.	Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire	560
IX.	DE L'INVALIDITE DES DISPOSITIONS DU DEFUNT	560
1.	Généralités	560
2.	Les dispositions frappées de nullité absolue	561
3.	Les dispositions annulables	561
3.1.	Cas d'annulabilité	561
3.2.	Légitimation active et passive	561
3.3.	Délais de péremption	562
3.4.	Possibilité d'opposer la nullité en tout temps	562
X.	DE LA REDUCTION DES DISPOSITIONS DU DEFUNT	562
1.	Généralités	562
2.	Qualités pour agir et défendre	563
3.	Les dispositions réductibles	563

4.	Les biens imputables sur la réserve	564
5.	L'ordre des réductions	564
6.	Modes particuliers de certaines réductions et mode de détermination du montant sujet à réduction	565
7.	Les effets de la réduction	565
8.	Nullité des clauses de substitution lésant les réserves	566
9.	Les délais de péremption en matière d'action en réduction	566
XI.	DES ACTIONS DERIVANT DES PACTES SUCCESSORAUX	567
1.	Droit de faire dresser un inventaire	567
2.	Droit d'ouvrir action en réduction	567
§ 37.	L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION ET LA CAPACITE DE SUCCEDER	569
	Art. 537 - 550 CC	
I.	GENERALITES	569
II.	L'OUVERTURE DE LA SUCCESSION	569
1.	Du fait de la mort du <i>de cuius</i>	569
2.	Du fait de la procédure par déclaration d'absence	569
III.	LA CAPACITE DE SUCCEDER	570
1.	Le point de survie	570
2.	La capacité de recevoir	570
2.1.	La jouissance des droits civils	571
2.2.	L'absence d'indignité	571
§ 38.	LA DEVOLUTION	573
	Art. 551-601 CC	
I.	GENERALITES	573
II.	LES MESURES DE SURETE	573
1.	En général	573
2.	Les mesures de sûreté d'ordre général	573
3.	Les mesures relatives à l'ouverture des testaments	574
4.	Le cas particulier de la succession d'une personne déclarée absente .	574
III.	L'ACQUISITION DE LA SUCCESSION	575
1.	Par les héritiers	575
2.	Par les légataires	575
IV.	LA REPUDIATION	576
1.	Notion	576
2.	Qualité pour répudier	576
3.	Forme et délais à respecter pour répudier	576
4.	Les effets de la répudiation	577
5.	La répudiation par le légataire	577
6.	La protection des créanciers de l'héritier répudiant	578
7.	La protection des créanciers de la succession	578
V.	LE BENEFICE D'INVENTAIRE	578
1.	Notion	578

2.	Etablissement de l'inventaire	579
3.	La clôture de l'inventaire	579
4.	L'acceptation sous bénéfice d'inventaire	580
5.	Le cas particulier des cautionnements	580
VI.	LA LIQUIDATION OFFICIELLE	581
1.	Notion	581
2.	La demande de liquidation officielle	581
3.	Procédure	582
VII.	L'ACTION EN PETITION D'HEREDITE	582
1.	Notion	582
2.	Qualité pour agir et qualité pour défendre	582
3.	Les mesures de sûreté	583
4.	Effets de l'action en pétition d'hérédité	583
5.	Prescription	583
6.	L'action du légataire	583
§39.	LE PARTAGE	585
	Art. 602-640 CC	
I.	GENERALITES	585
II.	LA COMMUNAUTE HEREDITAIRE OU HOIRIE	585
1.	Notion	585
2.	Propriété commune	585
3.	Gestion et administration de la succession	585
4.	Responsabilité pour les dettes du <i>de cujus</i>	586
5.	Représentation de la communauté héréditaire	586
6.	Fin de la communauté héréditaire	586
6.1.	Principe	587
6.2.	L'action tendant au partage	587
6.3.	Le sursis au partage	587
6.4.	Les mesures conservatoires	587
6.5.	Droits des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt	588
III.	LA MASSE A PARTAGER	588
1.	Composition de la masse	588
2.	Les modifications de la masse héréditaire jusqu'au partage	589
3.	Les rapports	589
3.1.	Notion	589
3.2.	Les conditions du rapport	589
3.3.	Les libéralités visées	590
3.4.	Les libéralités non soumises au rapport	590
3.5.	L'étendue du rapport et son calcul	590
3.6.	Les modalités du rapport	591
IV.	LES REGLES DE PARTAGE	592
1.	Les règles de partage fixées par les héritiers	592
2.	Les règles de partage fixées par le <i>de cujus</i>	592
3.	Intervention de l'autorité dans le partage	592
V.	LES OPERATIONS DE PARTAGE	593
1.	Principe de base	593
2.	La formation des lots	593

3.	L'attribution des biens	593
4.	Les soultes	594
5.	Les droits du conjoint / partenaire enregistré survivant	594
6.	L'attribution des lots	594
7.	Les créances et les dettes	594
8.	L'action en partage	595
VI.	LA CLÔTURE DU PARTAGE ET SES EFFETS	595
1.	La clôture du partage	595
2.	Les conventions sur parts héréditaires	595
2.1.	Les cessions entre cohéritiers	595
2.2.	Les cessions à des tiers	595
2.3.	Les pactes sur des successions non ouvertes	596
VII.	LA SITUATION DES HERITIERS APRES LE PARTAGE	596
1.	Les obligations	596
2.	La rescision du partage	596
3.	La responsabilité envers les tiers	596
4.	Les recours entre cohéritiers	597
VIII.	LE DROIT SUCCESSORAL PAYSAN	597
 PARTIE X : LE PARTENARIAT ENREGISTRE		
§40.	LE PARTENARIAT ENREGISTRE ENTRE PERSONNES DU MEME SEXE	601
	LPart	
I.	GENERALITES	601
II.	LES CONDITIONS DU PARTENARIAT	602
1.	Notion	602
2.	Conditions et empêchements	602
III.	LA PROCEDURE D'ENREGISTREMENT D'UN PARTENARIAT	602
1.	Procédure préliminaire	602
2.	Enregistrement du partenariat	603
IV.	ANNULATION DU PARTENARIAT	603
1.	Les causes absolues	603
2.	Les causes relatives	604
3.	Les effets de l'annulation	604
V.	LES EFFETS DU PARTENARIAT	604
1.	Droits et devoirs généraux	604
2.	Nom et droit de cité	604
3.	Obligation de pourvoir à l'entretien de la communauté	605
4.	Logement commun	605
5.	Représentation de la communauté	605
6.	Devoirs de renseigner	605
7.	Suspension de la vie commune	606
VI.	LES RAPPORTS PATRIMONIAUX	606
1.	Régime patrimonial / partenarial de base	606

Table des matières

2.	Régime conventionnel	607
3.	Droits successoraux	608
VII.	LES EFFETS PARTICULIERS	608
1.	Les empêchements à mariage	608
2.	L'assimilation du partenaire enregistré à un parâtre ou une marâtre ..	608
3.	Droit non reconnu à l'adoption et à la procréation médicalement assistée	609
VIII.	DISSOLUTION JUDICIAIRE DU PARTENARIAT ENREGISTRE	609
1.	Conditions	609
2.	Effets	609
2.1.	Effets de droit successoral	609
2.2.	Attribution du logement commun	610
2.3.	Effets sur la prévoyance professionnelle	610
2.4.	Contribution d'entretien	610
3.	Procédure et for	610